

Prestations annexes réalisées à titre exclusif par les gestionnaires de réseaux de distribution de gaz naturel

Date de la contribution : 27/04/2026

Introduction

Question 1 : Êtes-vous favorable à l'orientation préliminaire de la CRE de ne pas introduire de limite de fréquence au recours à la prestation de changement de compteur, sans facturation de l'intervention ?

Défavorable

Commentaire :

GRDF n'est pas favorable à une absence totale de limite de fréquence. Il convient en effet de rappeler que le compteur / bloc de détente est le mécanisme de limitation du débit normalisé permettant d'assurer une prestation de service de débit normalisé de gaz alignée avec la tarification choisie par le client. Une modification de choix de débit normalisé emporte une modification de compteur/bloc de détente et vice et versa.

Il peut être souhaitable d'accompagner les clients dans une première optimisation qui fait suite à la mise en œuvre de la nouvelle structure tarifaire au 1^{er} juillet 2026 en leur permettant d'ajuster leur compteur / bloc de détente au nouveau dispositif tarifaire et d'éliminer les éventuelles surcapacités de livraison dont ils disposaient jusque-là sans surcoût.

En revanche, il est important d'encadrer le risque de demandes répétées de changement de compteur ou poste de livraison, qui pourraient être principalement liées à une recherche d'optimisation tarifaire, pour deux raisons :

1/ d'une part, le forfait de mise à disposition n'est pas prévu pour financer des modifications fréquentes de compteur ou poste de livraison. Sans règles claires, des interventions pourraient se multiplier alors qu'aucune évolution technique réelle du site ne le justifie, ce qui générerait des coûts supplémentaires non couverts par le forfait et serait dès lors à supporter par l'ensemble des utilisateurs du réseau.

Par ailleurs, dans certaines situations, les travaux nécessaires pour optimiser le calibre du compteur peuvent être conséquents en termes de complexité technique et de délais (ex : nécessité de changer l'ensemble du poste de livraison du fait de problématiques d'encombrement, délais d'approvisionnement matériel...).

2/ D'autre part, une modification fréquente du compteur pourrait vider de son sens le terme tarifaire TDN mis en place par la CRE. En effet, la CRE a mis en place ce terme tarifaire pour « mieux refléter les coûts associés au dimensionnement du réseau ». Ce coût de dimensionnement du réseau est durable et suppose que le TDN soit recouvré sur une période significative pour que les coûts de dimensionnement qu'il a effectivement induit soit recouvré au bénéfice de la communauté des usagers.

En l'absence de limitation de la fréquence de modification de compteur, un client qui aurait des besoins de dimensionnement temporaires ou intermittents pourrait faire adapter son compteur ou bloc de détente pour réduire le coût de son TDN sauf aux moments auquel il en a un besoin effectif, reportant sur les autres clients du réseau les coûts de dimensionnement de long terme imposés par son besoin maximal de débit. Ainsi le but même du terme tarifaire se trouverait contredit.

La CRE a déjà pris en compte cet élément dans la mise en œuvre d'un terme capacitaire existant dans le cadre réglementaire actuel pour les clients T4 et TP, à travers la Capacité Journalière Annualisée (CJA). Ce terme fait l'objet d'un encadrement explicite des fréquences de modification gratuite possible, comme prévu par la Délibération de la CRE du 24 octobre 2013 portant décision précisant les conditions tarifaires applicables aux souscriptions de capacités sur les réseaux de distribution de gaz naturel, repris dans la Délibération de la CRE du 15 février 2024 portant décision sur le tarif péréqué d'utilisation des réseaux publics de distribution de gaz naturel de GRDF (paragraphe 5.1.6 « Modification du niveau de souscription annuelle pour un point de livraison »). Pour ces clients, une durée minimale de 12 mois s'applique avant toute modification gratuite. La proposition de GRDF permet un traitement homogène des clients soumis à un terme capacitaire.

Pour ces deux raisons, GRDF estime que le droit à modification devrait être limité, après une première optimisation liée à la mise en œuvre du nouveau terme tarifaire TDN au 1^{er} juillet 2026. Un délai de 5 ans entre deux demandes serait cohérent avec les pas de temps d'évolution des installations intérieures des clients et celui du dimensionnement du réseau, et il permettrait de maintenir un niveau de service et tarif équilibré pour les clients.

Par ailleurs, GRDF indique que toute demande d'évolution du calibre du compteur, qu'elle soit à la hausse ou à la baisse, devra faire l'objet d'une nouvelle prestation d'étude d'adéquation. Cette étude sera effectuée sur la base du nouveau besoin déclaré par le client, correspondant à la nouvelle puissance installée et appelable de ses équipements, et non aux consommations observées.

Question 2 : Dans l'éventualité où une limite de fréquence sans facturation devait être introduite, êtes-vous favorable à la différenciation proposée par GRDF pour facturer l'intervention de changement de compteur, entre les hausses et les baisses de calibre ?

Favorable

Commentaire :

GRDF propose de dissocier les demandes de hausses et baisses de calibre dans la mesure où elles émanent de motivations globalement différentes : une hausse de calibre est liée à un besoin supplémentaire du client qui nécessite un changement de calibre pour des raisons techniques et métrologiques, alors que les baisses de calibre proviendraient majoritairement de demandes d'optimisation du client pour des raisons tarifaires alors que le compteur reste métrologiquement adapté. Ces demandes à la baisse pourraient intervenir de manière plus fréquente dès lors qu'elles ne sont pas nécessairement conditionnées à une modification des installations intérieures du client.

Par ailleurs, ce principe d'approche différenciée entre les demandes à la hausse et à la baisse est cohérent avec les mécanismes d'encadrement mis en œuvre par GRDF en matière d'évolution de la CJA (Capacité Journalière Annualisée) pour les clients T4/TP. Si les modalités opérationnelles peuvent différer en raison de contextes distincts, cette différenciation s'inscrit dans une logique identique de sécurisation, illustrée par la règle selon laquelle, après une hausse de CJA, toute diminution vers la limite antérieure est exclue pendant une période de douze mois (Cf délibération de la CRE n°2024-40 du 15 février 2024 portant décision sur le tarif péréqué d'utilisation des réseaux publics de distribution de gaz naturel de GRDF, paragraphe 5.1.6 « Modification du niveau de souscription annuelle pour un point de livraison » (p.87)).

GRDF est donc favorable au maintien d'une différenciation dans la facturation des demandes à la hausse et à la baisse.

Question 3 : Partagez-vous les réserves de la CRE relatives à la facturation de la prestation de changement de compteur, dès lors que GRDF n'a justifié l'absence de double couverture des charges liées à l'intervention pour mise en service du nouvel équipement ?

Défavorable

Commentaire :

Les travaux de raccordement gaz et les adaptations éventuelles du poste de livraison interviennent généralement à l'issue d'investissements importants réalisés par le client pour installer des équipements gaz adaptés à la puissance nécessaire à son activité.

Le forfait de mise à disposition du dispositif de comptage ou du poste couvre la mise à disposition du poste ou du seul dispositif local de mesurage, son maintien en conformité et son renouvellement en fin de vie. Il est également considéré qu'il permet de couvrir le changement de calibre du compteur ou du poste nécessité par une modification substantielle et durable de la consommation du client.

Dans ce cadre, la notion de modification substantielle de la consommation correspond à une évolution significative des besoins du client, liée à des travaux lourds sur ses installations intérieures. Ces investissements significatifs s'inscrivent dans le temps long et ne se décident pas sur des horizons de quelques mois. Leur retour sur investissement n'est ni de 6 mois, ni d'un an, ni même de deux ans.

Dans ce contexte, une limite de cinq ans pour une nouvelle demande d'adaptation sans prise en charge des frais par le client apparaît comme un équilibre raisonnable. En deçà de ce délai, les situations relèvent de cas exceptionnels. Il est donc proposé que, dans ces cas particuliers, les travaux puissent être facturés.

Question 4 : Partagez-vous l'analyse et l'orientation préliminaire de la CRE concernant la modification de la prestation de « Passage au pas horaire » ?

Favorable

Question 5 : Êtes-vous favorable à la pérennisation de la prestation de « Passage au pas horaire pour les clients en fréquence MM/JJ », adressée aux clients du haut de portefeuille ?

Favorable

Question 6 : Avez-vous des remarques concernant la tarification de la prestation de « Passage au pas horaire pour les clients en fréquence MM/JJ » ?

GRDF souscrit au fait que le tarif de la prestation doit être le reflet des coûts associés à sa mise en œuvre. Les hypothèses initiales de souscription sur la période 2025-2029 avaient conduit à fixer un tarif à hauteur de 67 €.

Le niveau de souscription réel sur la 1^{ère} année de cette prestation expérimentale est certes en deçà de l'hypothèse originelle, mais GRDF constate un rythme de souscription non linéaire et qui s'accélère récemment (sortie de période hivernale, meilleure connaissance des prestations offertes). GRDF souhaiterait donc une période d'observation plus longue avant de proposer une éventuelle révision du tarif. L'objectif pour GRDF reste de conserver un tarif qui reflète l'utilisation et les coûts, dans une logique d'évolution tarifaire non volatile, tout en évitant un niveau prohibitif pour l'utilisateur final.

Question 7 : Êtes-vous favorable à l'orientation préliminaire de la CRE concernant les prestations de « Collecte d'index auto-relevé » client et fournisseur ?

Favorable

Commentaire :

Avis favorable dans la mesure où cette question se réfère bien à l'élargissement de la prestation aux clients équipés d'un compteur évolué non communicant et à l'accessibilité de celle-ci après 3 mois de non-communication du compteur, ce délai permettant à GRDF de mettre en œuvre les actions nécessaires pour rétablir la transmission des index.

Question 8 : Avez-vous des remarques sur les modalités opérationnelles de collecte d'index auto-relevé pour les clients à relevé mensuel, équipés d'un compteur évolué non communicant, telles qu'envisagées par GRDF ?

L'outil de calcul de l'énergie actuellement en service au sein de GRDF ne permet pas l'intégration mensuelle d'index auto-relevés pour les clients équipés d'un compteur évolué non communicant. Il a vocation à être remplacé à un horizon de 2 à 3 ans par une solution qui permettra un traitement mensuel des données.

En attendant l'arrivée du futur outil, GRDF propose d'aligner à 3 mois la fréquence de transmission d'un index auto-relevé pour tous les clients. Cette proposition a un impact très limité pour les clients à relevé semestriel aujourd'hui éligibles à la prestation. En effet, moins de 5% des clients envoient un index auto-relevé plus de 4 fois par an.

Le tableau ci-dessous présente la répartition du nombre d'auto-relevés par client en 2025. La 1^{ère} ligne indique que 35 354 clients (41 %) n'ont envoyé qu'un seul index auto-relevé au cours de l'année 2025.

Nombre maximum d'auto-relevés	Nombre de clients	%
1	35 354	41,109%
2	39 878	46,370%
3	5 514	6,412%
4	1 963	2,283%
5	1 194	1,388%
6	1 086	1,263%
7	439	0,510%
8	245	0,285%
9	128	0,149%
10	71	0,083%
11	58	0,067%
12	52	0,060%
13	13	0,015%
14	3	0,003%
15	2	0,002%
Total général	86 000	100%

Nombre maximum d'auto-relevés	Nombre de clients	%
1	35 354	41,109%
2	39 878	46,370%
3	5 514	6,412%
4	1 963	2,283%
5	1 194	1,388%
6	1 086	1,263%
7	439	0,510%
8	245	0,285%
9	128	0,149%
10	71	0,083%
11	58	0,067%
12	52	0,060%
13	13	0,015%
14	3	0,003%
15	2	0,002%
Total général	86 000	100%

Question 9 : Êtes-vous favorable à l'orientation préliminaire de la CRE consistant à accepter la demande de modification concernant la prestation « Pression disponible standard » ?

Favorable

Question 10 : Êtes-vous favorable à l'orientation préliminaire de la CRE consistant à accepter la demande de modification concernant la prestation « Service de pression non standard » ?

Favorable

Question 11 : Êtes-vous favorable à l'analyse de la CRE concernant la demande de GRDF de créer une tarification spécifique pour le raccordement des réseaux de chaleur au réseau de distribution de gaz ?

Défavorable

Commentaire :

Le raccordement des réseaux de chaleur urbains (RCU) présente, au regard du B/I, un risque de non-couverture du coût, en raison d'une insuffisance de recettes d'acheminement.

Les RCU constituent en effet une catégorie d'utilisateurs très différente des clients industriels.

Réglementairement les RCU bénéficient du régime de classement automatique dès lors notamment que le RCU est alimenté par une ENR. Le classement entraîne ainsi l'obligation de raccordement des bâtiments neufs ou existants faisant l'objet de travaux substantiels de rénovations énergétiques situées dans le périmètre du réseau RCU classé.

Les RCU sont par ailleurs incités règlementairement à réduire, voire à abandonner, l'usage du gaz dans leur mix énergétique. Cette contrainte, qui ne concerne pas les autres clients industriels, a pour effet direct de créer :

- un risque accru d'érosion des recettes,
- et, partant, un risque élevé de voir l'amortissement des investissements être réalisé sur les autres usagers du réseau public

de distribution de gaz.

Ce risque est d'autant plus marqué que :

- les raccordements des RCU nécessitent des dimensionnements importants (les travaux de renforcement sont destinés à maintenir la sécurité d'approvisionnement et la continuité d'alimentation des clients directement) ;
- les volumes de gaz consommés et les appels de puissances sont imprévisibles et incertains ;
- la pérennité même du recours au gaz est remise en cause par la réglementation applicable spécifiquement à ces utilisateurs.

Par ailleurs, les RCU, qui se développent principalement sur le tracé du réseau gaz ou à proximité, ont vocation à remplacer l'usage chauffage gaz (collectif et individuel) et induisent de ce fait des déraccordements d'usagers gaz. Ce dernier risque est propre aux RCU et les différencie des clients industriels ; et il est encore plus avéré pour les RCU « classés » auxquels les bâtiments neufs ou entreprenant des travaux importants de rénovation énergétique sont obligés de se raccorder. Il en résulte une perte de recettes pour le service public du gaz, et donc, toutes choses égales par ailleurs, une charge supplémentaire pour les usagers gaz restants.

GRDF considère dès lors qu'une facturation de l'intégralité des dépenses d'investissement directement liées au raccordement d'un RCU (y compris les renforcements de réseau amont qui seraient rendus directement nécessaires), permet de couvrir ce coût de raccordement, sans risque de faire porter aux usagers du service public du gaz des charges qui bénéficient aux usagers d'un autre service public (à savoir le service public de distribution de chaleur).

GRDF rappelle que les dépenses d'investissement liées à une demande de raccordement sont intégrées dans ses analyses B/I sur la base d'un devis comprenant l'ensemble des coûts de construction du raccordement, d'adaptation du réseau au point de raccordement et le cas échéant d'ajustements de capacité en amont du raccordement.

Les besoins d'appoint-secours induisent davantage de coûts de dimensionnement du réseau que de perspectives de recettes nouvelles d'acheminement.

Ces recettes sont non seulement incertaines en niveau mais elles limitent aussi, de manière certaine, les recettes d'acheminement provenant d'autres clients gaz.

Ainsi, en tant qu'opérateur efficace GRDF doit prendre en compte des hypothèses prudentes et réalistes, et estime qu'une facturation limitée aux seules dépenses d'investissement revient, dans le cadre du décret B/I, à prendre en compte un bénéfice nul pour le raccordement d'un RCU.

Question 12 : Etes-vous favorable à l'analyse de la CRE concernant les autres demandes de modification de la prestation « Réalisation de raccordement » (b, c, d) ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

Défavorable pour b) / favorable pour c) et d)

GRDF ne partage pas l'analyse de la CRE pour le point b), à savoir la précision de la prise en compte d'une analyse de risque dans l'étude de rentabilité. En tant que gestionnaire efficace, GRDF se doit d'être soucieux de l'équilibre de la péréquation tarifaire et doit donc estimer, de manière prudente et raisonnable, la rentabilité prévisionnelle des investissements. Ne pas tenir compte des risques volume et pointe associés à un projet de raccordement expose au risque de surestimer les recettes prévisionnelles d'acheminement et donc le B/I. Ceci est susceptible de laisser in fine à la charge des autres usagers gaz la partie du coût de raccordement qui n'aura pas été effectivement couverte par les recettes amenées par le demandeur du raccordement.

En tout état de cause, le montant des recettes prévisionnelles se doit d'être déterminé afin d'appliquer le calcul B/I.

GRDF est favorable à l'analyse de la CRE pour les points c) et d), et propose ce complément à la fin de l'encart relatif aux cas exceptionnels, afin d'explicitier le traitement des raccordements nécessitant des renforcements de réseau (cf. pièce jointe)

Lorsque :

- des techniques particulières de raccordement sont utilisées à la demande du gestionnaire de voirie (ex. : fonçage ou forage dirigé),
- ou lorsque le raccordement nécessite une traversée de voie de type particulier (autoroute, SNCF, tramway, bus en site propre) ou de cours d'eau,

le prix de la prestation est établi en fonction de la rentabilité de l'opération de raccordement en tenant compte du coût des travaux de raccordement. Un devis est alors communiqué au demandeur qui doit l'accepter avant le début des travaux et dans la limite de sa durée de validité.

Les autres configurations sont facturées selon les tableaux présentés ci-avant. Les raccordements nécessitant des travaux de renforcement du réseau sont traités comme les extensions.

Question 13 : Avez-vous des remarques concernant les modifications demandées par GRDF pour la prestation de « Mise à disposition du poste de livraison ou du dispositif local de mesurage » ?

RAS

Question 14 : Êtes-vous favorable à l'orientation préliminaire de la CRE consistant à introduire la prestation « Service de comptage du biogaz autoconsommé pour l'hygiénisation » au catalogue des prestations à titre expérimental au 1er janvier 2027 ?

Favorable

Commentaire :

GRDF suggère néanmoins de réaliser l'expérimentation sur une période de 18 mois à partir du 1^{er} janvier 2027 afin de disposer d'un REX sur une période suffisante en vue de l'actualisation du catalogue des prestations au 1^{er} juillet 2028.